



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR



Direction régionale de l'Industrie
de la recherche et de l'environnement
de Bourgogne

www.bourgogne.drire.gouv.fr

DIJON, LE

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société EDIB

Commune de Dijon

LE PREFET DE LA REGION BOURGOGNE,
PREFET DE LA COTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 autorisant la Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad – 21000 DIJON, à exploiter les installations de transit et regroupement de déchets dangereux de son établissement sis à la même adresse
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2007 modifiant l'arrêté ci-dessus
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, en date du 31 janvier 2007,
- VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature du 5 mars 2007,
- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité:
 - 5.1 (conformité au dossier de modification de décembre 2005 et plan 280-5, et notamment accueil et portique de détection de radioactivité)
 - 7.2.1 (information préalable: description détaillée des déchets)
 - 8.1 (contrôle des déchets à l'entrée du centre)
 - 12.4.1 et 12.4.6 (cuvettes de rétention)
 - 12.5 (moyens de transvasement)
 - 13.1.2 (réseaux de collecte séparés)
- SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région de Bourgogne,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad – 21000 DIJON, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter sous 3 mois les exigences des articles 5.1, 7.2.1, 8.1, 12.4.1, 12.4.6, 12.5, 13.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2003 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2007

ARTICLE 2 -

Délai et voie de recours (Article L 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de Dijon, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le directeur de la Société EDIB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,
- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
(2 exemplaires)
- . M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de DIJON
- . M. le Directeur de la Société EDIB.

FAIT à DIJON, le 20 FEV. 2008

Pour le PREFET,
Par délégation,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche
et de l'Environnement de la Région de Bourgogne,

C. QUINTIN